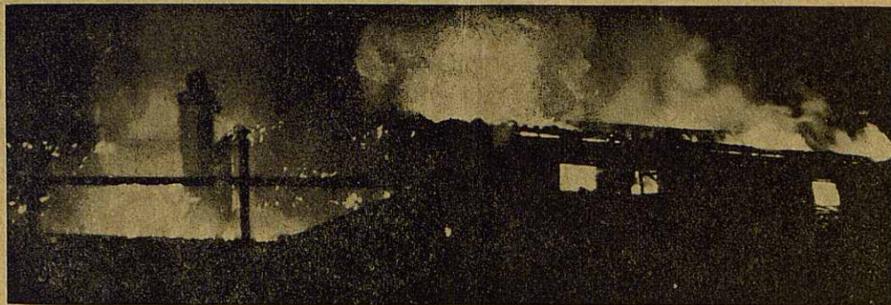




de Février 1936, provoqua la sédition du 19 Juillet...



...et la guerre civile, à laquelle le peuple espagnol s'est vu contraint. La destruction c'est le plaisir des fascistes, mais malgré toutes les douleurs de la lutte...



...le soldat de la démocratie sent déjà la promesse de la Victoire

TOUJOURS PLUS UNIS!

Le Comité Central du Parti communiste français a adressé au congrès national du Parti socialiste S.F.I.O., qui s'ouvre aujourd'hui à Marseille, la lettre suivante:

Paris, le 9 juillet 1937.

Au congrès national du Parti socialiste S.F.I.O.

Chers Camarades,

A l'occasion de l'ouverture des travaux du Congrès national de votre Parti socialiste, nous vous adressons au nom du Parti communiste français tout entier nos salutations les plus fraternelles et l'expression de notre solidarité la plus complète dans la lutte contre les ennemis du peuple et pour l'émancipation humaine.

Il y aura dans quelques jours trois ans que fut signé le pacte d'unité d'action qui unit nos deux partis.

Si notre union est aujourd'hui plus solide qu'au premier jour c'est parce que les événements ont démontré d'une manière irréfutable que seule l'union peut permettre de faire face aux dangers qui menacent la population laborieuse de notre pays.

En nous réjouissant des progrès enregistrés par votre Parti depuis le dernier Congrès nous exprimons l'espoir de voir se resserrer encore davantage les liens qui unissent nos deux Partis.

Nous souhaitons de toutes nos forces que cette union ait son prolongement naturel dans la réalisation du Parti unifié de la classe ouvrière de France et nous avons la conviction profonde que bientôt cette suprême espérance des masses prolétariennes deviendra une réalité vivante.

Ensemble nous consoliderons l'union du Front populaire plus indispensable que jamais. Ensemble par la réalisation du programme commun nous viendrons à bout de la réaction et du fascisme. Ensemble nous conduirons les travailleurs de France vers un destin meilleur.

Certains que les assises de Marseille répondront à l'attente des masses populaires de France, nous vous assurons, chers camarades, de nos sentiments fraternels et révolutionnaires.

LE COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

qui ne peut se prolonger davantage: nous ne pouvons pas admettre que le contrôle naval ait pratiquement disparu et que subsiste le contrôle de notre frontière des Pyrénées.

Il n'y pas là seulement une question de dignité. C'est un intérêt vital qui est en jeu. Car si l'Allemagne et l'Italie imposent leur volonté en Espagne, elles auront remporté une première victoire stratégique en s'installant sur nos lignes de communication et en mettant la France et l'Angleterre en état d'infériorité dans l'hypothèse d'une guerre que les dictateurs seraient alors d'autant plus tentés de déclencher.

la défense

14 juillet 1789

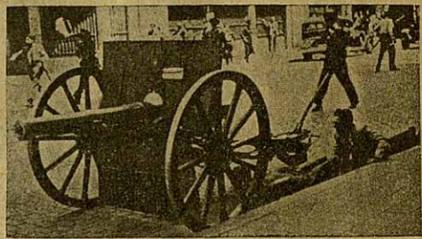
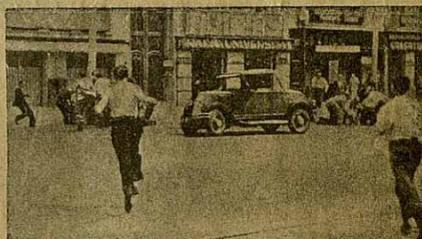
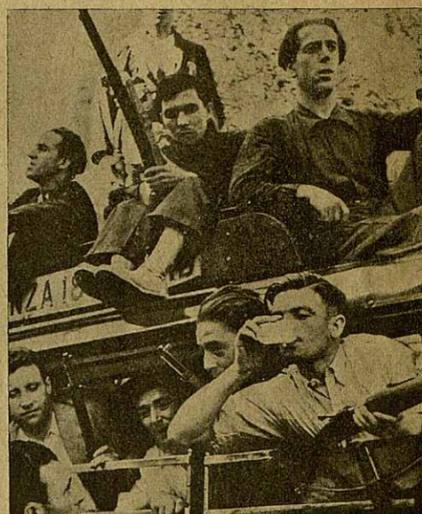
LA PRISE DE LA BASTILLE

Le 11 juillet 1789, Necker, ministre timide, mais honnête et comprenant qu'il faut faire des concessions au Tiers-Etat, est congédié par Louis XVI. C'est la preuve que contre le peuple, le roi veut recourir à la résistance et employer la force armée.

A cette nouvelle qui, le lendemain, lui parvient de Versailles, Paris se soulève. Dans le jardin du Palais-Royal, un homme monte sur une table, à la porte d'un café, un pistolet à la main; c'est un jeune avocat, originaire de Guise: il a le nom Camille Desmoulins: «Le renvoi de Necker, s'écrie-t-il, est le signal d'une Saint-Barthélémy de patriotes... Cette nuit, les bataillons allemands et suisses vont sortir de leurs camps pour nous égorger; armons-nous, défendons-nous!» On l'acclame; on jure de combattre. Il propose alors un signe de ralliement: le vert, couleur de l'espérance. La foule se pare aussitôt de feuilles de marronniers. Quelqu'un fait observer que le vert est la couleur des livrées du comte d'Artois. On le remplace par la cocarde rouge et bleue: ce sont les vieilles couleurs de Paris, celles que portait Etienne Marcel.

Une multitude énorme promène à travers les rues de la cité les bustes de Necker et du duc d'Orléans que l'on disait également exilé. Les dragons du prince de Lambesc chargent la foule aux Tuileries; les gardes-françaises tirent sur les dragons. Les électeurs se réunissent à l'Hôtel de ville, chassent la municipalité royale, en installent une nouvelle: de cette réunion date la Commune de Paris qui devait exercer sur la marche de la Révolution une si utile influence et être, selon les expressions de Jules Guesde l'âme, le moteur, la chaudière de la grande Convention.

Durant toute la journée du 13 juillet, le tocsin de l'Hôtel de ville et des églises ne cesse de retentir, soulevant la colère des masses, les appelant à l'insurrection. Flesselles, prévôt des marchands (maire de Paris), tente d'amuser le peuple en lui promettant des armes, mais en les lui faisant attendre. Le peuple ne se laisse pas endormir; des armes, il en trouve tout seul; il travaille lui-même à la fabrication de 50.000 piques; puis, conduit par le curé de Saint-Etienne-du-Mont, il se dirige vers le dépôt des Invalides, où il s'empare de 30.000 fusils et de 20 pièces de canon cachés dans les caves. Le 14 juillet, dès la première heure, un cri unanime s'élève dans tous Paris:



19 Juillet 1936



l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (S.F.I.C.)

L'Italie, comme l'Allemagne, n'ont qu'un but: la conquête de l'Espagne. L'ergiver, attendre, c'est faciliter la réalisation de ce but. Les amis français d'Hitler ont démenti la phrase terrible du chancelier sur le minerai de fer du Nord de l'Espagne. Hélas! le 23 avril, le «Deutsche-Volkswirt», organe personnel du docteur Schacht, définissait ainsi le but des opérations militaires entreprises dans le Nord de l'Espagne:

«La menace que les troupes nationalistes font planer sur la région du minerai de fer de Bilbao... touche les intérêts anglais non seulement pour le problème du droit des communications libres dans la mer..., mais aussi dans la question, beaucoup plus importante et délicate, de l'approvisionnement de l'industrie anglaise des armements en minerai de fer.»

C'est pourquoi le général Faupel, au nom de l'industrie des armements allemande, a insisté pour que, au pays basque, une offensive «nationale» fût menée avec célérité.

GABRIEL PERI

Le Journal de Moscou

LA CONSCIENCE DE M. MUSSOLINI

L'officier de M. Mussolini, le *Popolò d'Italia*, et les autres journaux de Rome publient un article dont on dit qu'il a pour auteur le chef du gouvernement italien lui-même et dans lequel il est dit: «Nous en sommes sûrs: nous considérons comme un dogme de notre conscience de venger les morts de Guadalajara». En même temps, la presse italienne publiée, sur un ordre

venu d'en haut sans doute, des listes de «volontaires» italiens tués à Guadalajara et sur d'autres fronts de la guerre d'Espagne, avec des manchettes retentissantes: «Dans la lutte pour la civilisation», etc. C'est une interprétation originale des devoirs assumés par l'Italie comme signataire de l'accord de non-intervention au moment même où le comité de Londres délibère sur le rappel des volontaires étrangers combattant en Espagne.

LA LUMIÈRE

LE GRAND HEBDOMADAIRE DES GAUCHES

CONTROLE PARTOUT OU CONTROLE NULLE PART

Si ténébreuses et compliquées que soient les manœuvres de Hitler, de Mussolini et de Franco depuis que l'Italie et l'Allemagne se sont retirées du contrôle naval de la non-intervention, aucun doute n'est possible sur le but poursuivi par les dictateurs et leur protégé.

Ils cherchent à intensifier l'intervention fasciste en Espagne par la voie de mer, tout en empêchant le ravitaillement des forces gouvernementales par la voie de terre.

D'obscures tractations se poursuivent dans la coulisse, auxquelles participent l'Angleterre et des délégués de Franco. Il importe donc de proclamer bien haut les principes sur lesquels la France ne peut pas transiger.

D'abord on ne saurait lui demander de reconnaître la belligérance de Franco. On aura beau faire miroiter en contre-partie une promesse de retrait des «volontaires»: c'est une promesse dont l'expérience montre la valeur.

En second lieu le contrôle doit s'exercer efficacement partout ou nulle part. Il y a actuellement une situation